

# Est-ce la mort programmée de la Région bruxelloise en 2026 ?

Le Soir - Julien Thomas - 1/01/2026

Extraits. Article complet réservé aux abonnés.

<https://www.lesoir.be/719846/article/2026-01-01/est-ce-la-mort-programmee-de-la-region-bruxelloise-en-2026>

Sans capitaine à la barre depuis le 9 juin 2024, la Région bruxelloise fait face à une situation budgétaire inquiétante et une remise en cause de son autonomie. L'impasse politique fait naître des inquiétudes concernant sa gouvernabilité. La menace de mise sous tutelle agitée par Georges-Louis Bouchez et les signaux envoyés par le fédéral accentuent les inquiétudes sur l'autonomie bruxelloise.

L'asphalte des voiries se dégrade en Région bruxelloise. L'enveloppe allouée pour leur entretien fond à vue d'œil. Celle de 2024 pèse à peine le quart de celle de 2022. Loin d'être anecdotique, l'histoire illustre une fragilisation et un processus de délitement. En difficulté financière, l'entité fédérée se trouve engluée dans un marasme politique. Depuis le 9 juin 2024, son 1,2 million d'habitants attend un gouvernement de plein exercice. Est-ce la mort programmée de la Région bruxelloise ? Un brin provocatrice, la question pousse à regarder avec recul les dangers (ou défis, c'est selon) qui se profilent à l'horizon. *Le Soir* a sondé une dizaine d'experts pour tenter d'y voir plus clair.

L'existence de la Région bruxelloise n'a jamais constitué une évidence. Celle-ci a ainsi vu le jour quasi 20 ans après ses homologues wallonnes et flamandes. « La naissance de la Région a été extrêmement difficile. On a l'impression de découvrir la fragilité de Bruxelles, mais elle a en réalité toujours été contestée », souligne le politologue Pascal Delwit (ULB). En 1989, ses habitants obtiennent enfin le droit de prendre (en partie) en main leur destin. En échange du feu vert flamand, la Région se voit cependant dotée d'institutions bancales. La minorité néerlandophone obtient une représentation garantie au parlement (17 députés sur 89). Surtout, la mise en place d'un gouvernement nécessite une double majorité linguistique. Ce système se révèle plus contraignant qu'au fédéral où les exécutifs sont régulièrement minoritaires côté francophone ou néerlandophone (Michel, Elio Di Rupo, Alexander De Croo, etc.).

De l'avis de nombreux interlocuteurs, l'ingouvernabilité permanente, qui résulte de la polarisation croissante et de la fragmentation du paysage politique, singulièrement néerlandophone dans la capitale, constitue le risque majeur. La menace n'est pas à prendre à la légère. Cette législature, huit partis néerlandophones siègent au parlement bruxellois et même un parti qui détient un siège peut bloquer la formation du gouvernement. « Le maintien des affaires courantes, ça pose problème sur le plan démocratique. Il faudrait changer les règles d'installation du gouvernement, mais on n'est pas parti pour faire ces réformes », résume le doctorant en droit constitutionnel à l'UCLouvain Guillaume Delvaux.

Certaines inquiétudes surgissent désormais concernant l'autonomie décisionnelle de la Région bruxelloise. Depuis le 9 juin 2024, le président du MR a menacé à plusieurs reprises d'une mise sous tutelle par le fédéral à cause de ses finances qui frôlent le rouge écarlate. La loi ne prévoit certes pas un tel mécanisme. Cependant, le Premier ministre Bart De Wever a déjà annoncé que son gouvernement fixerait ses conditions en cas d'appel à l'aide. « Il y a un recul de crédibilité et une fragilisation du fait régional bruxellois avec le retour en force de l'idée de cogestion par les deux grandes communautés », constate la professeure de droit constitutionnel de l'UCLouvain, Céline Romainville.

« L'intra-bruxellois est compliqué, mais le plus inquiétant c'est la pression mise par les autres niveaux de pouvoir sur Bruxelles. Et pour la N-VA, c'est clairement intentionnel », insiste la politologue de l'ULB, Emilie Van Haute, qui dépeint un contexte politique défavorable aux intérêts bruxellois : « Les Engagés sont d'abord un parti dont le centre de gravité est en Wallonie et ils restent fragiles à Bruxelles. L'Open VLD refait son image sur Bruxelles. Ecolo et Défi ont perdu beaucoup en 2024 et la remontée n'est pas évidente. Le PS s'en sort un peu mieux, mais il est un peu dans une opposition. Au MR, Georges-Louis Bouchez a une stratégie claire qui est d'attiser le climat socio-culturel. Cela fonctionne en Wallonie, mais pour ça, il sacrifie Bruxelles. »

## Les finances sous pression

Enfin, les difficultés financières constituent une source de fragilisation de premier ordre. La Région doit prendre garde au risque de dette et de déficit hors de contrôle. Son ministre des Finances, Dirk De Smedt (Open VLD) a même agité, en octobre, le risque de shutdown. Plusieurs économistes comme Frank Vranken (Edmond de Rothschild) et Vincent Juvyns (ING) estiment exagérée à ce stade une telle menace. « C'était quand même aussi un jeu politique quand cela a été évoqué. Cependant, il y a un risque accru sans amélioration », prévient le premier. « On est loin d'une dette hors de contrôle. Elle a augmenté de manière importante, mais sa majeure partie a été empruntée à taux fixe et sur une longue durée. La situation n'est pas dramatique, mais elle doit être redressée », indique le second. De son côté, le chercheur en finances publiques à l'ULB, Maxime Fontaine, pointe surtout le danger du coût de l'emprunt toujours plus élevé, mais estime que le prochain gouvernement peut « aller chercher des marges et faire facilement des économies ».

Alors la mort programmée de la Région bruxelloise est-elle pour bientôt ? Non, mais les inquiétudes pour les prochaines années sont légion. « Au sein des partis, je ne vois quasi plus de vision claire la concernant », conclut Pascal Delwit.